Union syndicale Solidaires

www.solidaires.org contact@solidaires.org
31 rue de la Grange Aux Belles 75010 Paris 01 58 39 30 20

Solidaires en action N° 161

Le 19 février 2019

L'hiver fut chaud, le printemps pourrait bien bouillir

La justice et l'égalité sont au cœur des mobilisations sociales, celles des gilets jaunes ou celles des syndicats. Justice sociale, fiscale, environnementale, égalité des droits comme condition indispensable à un système réellement démocratique, dans le monde du travail comme dans la société entière. Ce sont les mêmes revendications, un même carburant qui alimentent la contestation et doivent permettre de construire le rapport de force à même de renverser la table. Car le gouvernement ne lâche pas prise : refus des mesures élémentaires de justice fiscale et sociale, poursuite du programme de réformes qui attaquent les droits à la retraite, ceux des chômeur-euses, des fonctionnaires, pas de prise en compte du changement climatique, pas la moindre suspension des suppressions de services publics locaux et accélération du démantèlement de la fonction publique.

Derrière Macron, le CAC40 et tous les bandits :
Et si Macron concentre une grande partie de la colère sociale, il n'est que la partie émergée d'un système de pouvoir autocratique, aux mains des intérêts économiques et financiers dominants et qui n'entend rien laisser à la population. Les véritables décideurs, ce sont les intérêts économiques et financiers, le patronat et les actionnaires, unis pour faire main basse sur les richesses produites, imposant des marges bénéficiaires somptuaires et des rendements du capital à deux chiffres. Ce sont eux les véritables maîtres d'œuvre d'un système capitaliste qui a ainsi pu faire reverser par les entreprises du CAC40, plus de 50 milliards d'euros en dividendes en 2018, échappés ensuite, sans doute, dans les paradis fiscaux.

Augmentez les salaires, les pensions, les minimas sociaux :
Tout cela alors que les minimas sociaux, les pensions et les salaires restent toujours aussi bas pour l'écrasante majorité de la population. Que les fraudes fiscales et sociales dépassent les 100 milliards d'euros par an, qui sont autant de recettes manquantes aux services publics, au financement des systèmes de protection sociale et des politiques de relance de l'activité économique, de transformation écologique de nos économies. Dans nos entreprises, nos services et administrations… nous exigeons l'augmentation des salaires avec des rattrapages permettant l'égalité entre femmes et hommes. Et cela alors que la prime accordée par certains des grands patrons apparait clairement comme une mesure ponctuelle et que les propositions d'augmentations faites lors des négociations annuelles sont majoritairement dérisoires.

Pas d'égalité, pas de justice, pas de paix !
Le système vit des inégalités qu'il produit et qui sont sa raison d'être. Or sans égalité, pas de paix, pas de système politique démocratique viable. **Juste répartition des richesses, justice climatique et environnementale, égalité entre toutes et tous, quelles que soient nos origines, sexes, croyances !** Tout est donc lié et c'est l'ensemble du système qu'il faut changer.

Reculs partiels, grand débat et propagande
Le mouvement des gilets jaunes a alimenté la majeure partie du mouvement social ces derniers mois. Il a été suffisamment puissant pour faire reculer partiellement le gouvernement en décembre, tout en faisant face à une répression policière sans précédent, réponse d'un gouvernement gravement autoritaire. En organisant son grand débat national, le pouvoir tente de trouver une parade temporaire et rusée au mouvement, mais ce débat reste pour l'essentiel une œuvre de propagande avec des sujets triés sur le volet.

Nos mobilisations peuvent construire un avenir commun
Alors que la fin du grand débat est prévue pour le mois de mars, Macron veut faire valider ses projets de réformes (retraites, Fonction publique, etc.). Ce moment sera un enjeu majeur tant pour le pouvoir que pour le mouvement social. Pour l'Union syndicale Solidaires, le 5 février entre syndicats et gilets jaunes, a montré que des convergences étaient possibles entre nos revendications, les luttes en cours (culture, finances, collectivités territoriales, santé) et la lutte des gilets jaunes contre la précarité, pour la justice sociale, fiscale. C'est cette voie, par delà nos différences et parfois réticences, qui doit être poursuivie.

Nos mouvements divers, nos luttes concrètes, nos engagements, nos revendications doivent faire grossir une mobilisation dans laquelle nous pourrons construire un avenir commun.

- **Le 8 mars, grève des femmes et l'égalité femmes/hommes et le 9 mars avec l'acte des gilets jaunes**
- **Le 15 mars, grève scolaire pour le climat**
- **Le 16 mars, marche des solidarités, mobilisations pour le climat et acte des gilets jaunes**
- **Le 19 mars, à l'appel de CGT FO Solidaires UNL et UNEF : grèves et manifestations massives !**

8 mars : grève des femmes

Les luttes féministes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais cette égalité est loin d'être effective.
C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes !
Le 8 mars est une journée internationale de convergence de toutes nos luttes, celles des femmes d'ici et d'ailleurs.
Comme chaque année depuis 2014, l'Union syndicale Solidaires est engagée dans la préparation d'un 8 mars de grève des femmes.

Retrouvez tous les matériels (tracts, appels unitaires, visuels, etc .) sur le site de Solidaires : https://solidaires.org/8-mars-greve-des-femmes

Les Finances Publiques en état d'urgence

Les attaques s'enchaînent et s'intensifient à la Direction des Finances Publiques. De 18 à 25 000 suppressions d'emplois sont prévues d'ici 2022. **Dans le sillage de ces destructions d'emplois suivent les fusions de service, restructurations, casse des règles de gestion, délocalisations de services**...
Et maintenant, pour enfoncer le clou, le projet de la loi de transformation de la fonction publique : fusion CHSCT et CT, réduction drastique des prérogatives des CAP, recours possible aux contractuel-les, mobilité forcée entre fonctions publiques, ruptures conventionnelles, détachements d'office...

L'intersyndicale Finances Publiques (Solidaires, CGT, FO et CFDT) partage le constat d'urgence et a mis en place un agenda d'actions :
♦ des **actions départementales chaque semaine** pour faire cracher le morceau aux directeurs sur les projets de délocalisation.
♦ une **journée nationale de grève Finances Publiques le 14 mars**
♦ appel à la **grève interpro du 19 mars,** avec des cortèges intersyndicaux Finances Publiques
♦ une journée de **grève nationale Finances Publiques le 29 mars**
D'ores et déjà, plusieurs départements sont en action, du tractage au public jusqu'à la grève comme en Haute Garonne, où les camarades entament leur 4ème semaine de mobilisation.

La Poste 92 : toujours en grève

Les postier-es du 92 en grève depuis près d'un an ! **Nous nous retrouvons dans une situation financière particulièrement difficile**. Une partie des grévistes n'a pas touché de versement de la caisse de grève depuis août dernier. La Poste a même privé les grévistes de leurs congés et de leur droit à bénéficier de leur Mutuelle.

Vous pouvez donner **en ligne** : https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66 ou envoyer vos chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombe, Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes au dos »

Pôle emploi : grève pour les salaires

Les agent-es de Pôle emploi, comme nombre d'agent-es et de salarié-es aujourd'hui, subissent depuis plusieurs années une baisse de leur pouvoir d'achat. Le 27 février prochain se tiendra la **Négociation Annuelle Obligatoire** et comme pratiquement chaque année la direction générale, en raison des choix budgétaires gouvernementaux, nous annonce à l'avance qu'aucune augmentation des salaires n'est prévue à Pôle emploi. Même si le DG nous « félicite » régulièrement pour « nos performances et nos efforts », les remerciements ne se transforment pas en espèces sonnantes et trébuchantes : **les pertes de pouvoir d'achat s'accumulent au fil des ans autant pour les agent-es de droit privé que pour les agent-es publics**.

Alors que la direction se targue auprès des tutelles d'avoir obtenu des gains de productivité à hauteur de 5 200 agents ! Alors que les conditions de travail risquent se dégrader encore plus avec les prévisions de baisse d'effectifs à Pole emploi ! Alors que les charges de travail ne cessent d'augmenter ! Ca suffit.

La CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA, Sud-Solidaires de Pôle emploi appellent les salarié-es à se mettre en grève le 19 mars pour une véritable valorisation salariale.

15 mars : grève internationale et scolaire pour le climat

L'appel à une **grève internationale étudiante et scolaire pour le climat**, prévue le 15 mars et lancé suite à l'initiative d'une jeune lycéenne suédoise, prend de l'ampleur.
Plusieurs appels ont notamment été lancés sur Internet à destination des enseignant-e-s dont l'appel « Les enseignant-e-s pour la planète ». SUD éducation soutient cet appel.

SUD éducation œuvre à la construction concrète de la réussite de cette journée de mobilisation :
♦ **SUD éducation appelle les personnels à rejoindre les lycéen-nes et étudiant-es mobilisé-es** pour le climat le 15 mars, selon des modalités décidées par les personnels en Assemblée générale.
♦ Pour permettre à tous les personnels de s'emparer de cette date de mobilisation, la fédération SUD éducation a déposé un préavis de grève spécifique couvrant l'ensemble des personnels de la maternelle à l'Université sur les revendications de justice sociale et climatique.

Montgenèvre : maraude géante en soutien aux migrant-es

Alors que les politiques migratoires des États européens ne cessent de se durcir et que les contrôles aux frontières sont de plus en plus répressifs, les personnes migrantes sont amenées à prendre davantage de risques en montagne comme celui de traverser la frontière par des sentiers enneigés, de nuit, en altitude, par des températures négatives, sans matériel adéquat. Dans le même temps, les **citoyen-nes solidaires** qui cherchent à leur venir en aide, les « maraudeurs » des vallées alpines, sont de plus en plus inquiété-es, inculpé-es et même condamné-es en justice.
Malgré les alertes des associations lancées aux autorités, malgré les blessures, les gelures et les morts (le dernier décès d'un jeune exilé près de Briançon date du 6 février), la situation n'a cessé de s'aggraver dans la région de Briançon (Hautes-Alpes).

Face à cette situation qui confine à la mise en danger délibérée, le mouvement citoyen Tous Migrants soutenu par plusieurs associations (Cimade, Médecins du monde, Médecins sans frontières, etc.) organise une **grande maraude solidaire avec plusieurs acteurs locaux, le vendredi 15 mars 2019 à partir de 18h à la frontière franco-italienne**, à Montgenèvre. L'objectif est de mobiliser plusieurs centaines de participant-es.Cette action inédite a pour but d'exprimer la solidarité envers les personnes engagées dans des maraudes et qui portent assistance aux personnes exilées qui franchissent la frontière dans des conditions particulièrement dangereuses. En 2018, plusieurs dizaines de personnes solidaires ont été entendues par la police et pour certaines, poursuivies en justice et jugées.

Rappelons qu'à l'initiative de Solidaires 05, **une maraude syndicale** a été organisée le 26 janvier (Solidaires, FSU, Confédération paysanne). Des militant-es de Solidaires sont venu-es de plusieurs régions en appui à cette initiative.
Elle a réuni jusqu'à 70 personnes qui ont manifesté au Montgenèvre, effectué des maraudes dans la montagne... L'initiative a été appréciée par les maraudeur-euses habituel-les et tous ceux et celles nombreux-euses qui se sentent impliqué-es dans la région en solidarité avec les migrant-es.

Val de Marne : Amazon ne fera pas la loi

Le mardi 12 février au matin, de 8 heures à 10 heures, près de 200 personnes ont manifesté à Bonneuil sur Marne devant la plate-forme Amazon.
La manifestation, qui a réuni des membres et militant-es des Gilets Jaunes, de la CGT 94, du DAL, de Solidaires 94… se situait dans le cadre des "mardi de la colère" organisés en Ile de France **pour construire la convergence des luttes, entre rassemblements des Gilets jaunes, luttes dans les entreprises, blocages**... suite entre autre au 5 février et dans la perspective d'un élargissement dans les jours et semaines à venir.

Nous avons fortement interpellé et dénoncé **les dirigeants d'Amazon, symboles d'un capitalisme débridé et sans vergogne**, qui méprise l'intérêt et le bien public, pratiquent à outrance "l'optimisation" fiscale, surexploitent le personnel et n'hésitent pas à licencier les employé-es qui n'ont pas à leur yeux l'échine assez souple ! C'est en scandant "réintégrez les salariés licenciés" que nous avons adressé un message de solidarité aux employé-es présent-es dans l'entreprise.

Cette manifestation s'est terminée, malgré un fort encadrement policier, devant le centre voisin de Géodis, en signe de solidarité aux salarié-es en lutte dans cette entreprise depuis plusieurs mois sur les sites d'Ile de France. Une convergence à renforcer et rééditer !

SNCF : nous refusons la violence patronale

À la veille de dossiers importants (passage des EPIC SNCF en Sociétés Anonymes, transfert des cheminot-es, casse du statut des fonctionnaires, privatisation des entreprises publiques, retraite par points), les syndicalistes SUD-Rail représentent, avec toutes celles et tous ceux qui s'opposent, une menace pour les profits de celles et ceux qui dirigent.

À l'issue du conflit du printemps, **la direction SNCF a entamé de nombreuses vengeances sur tout le territoire** pour imposer une doctrine « celui ou celle qui résiste va souffrir ». Les patrons n'hésitent pas à utiliser des motifs fallacieux pour faire pression sur ceux qui résistent. Dans chaque région, des collègues, délégué-es ou non sont victimes de cette violence patronale calculée !

Le 25 février, alors qu'un cheminot passera en conseil de discipline, accusé *« d'avoir sifflé délibérément avec un sifflet improvisé avec les doigts »,* SUD-Rail soutenu par Solidaires organise un **rassemblement de soutien**, qui permettra de faire le lien entre les différentes luttes, à la SNCF et ailleurs (Rendez-vous à partir de le siège de Fret SNCF à Clichy, métro mairie de Clichy).

BnF : la lutte continue

Nous les personnels de la Bibliothèque nationale de France, agentes et agents titulaires et vacataires en sommes désormais à plus de 20 jours de grève depuis la fin du mois de mai 2018 !

Les suppressions de postes décidées pour 2019 par les tutelles ministérielles toucheront toutes les catégories de personnel de la bibliothèque et programment des services aux lecteurs et lectrices dégradés. Les réorganisations en cours dans plusieurs départements ne sont pas qu'un coup isolé, mais bien la **préfiguration du service public version « sous- effectif optimisé** » qui ne fera que s'étendre à tout l'établissement, et qui aura des conséquences désastreuses sur tous les personnels, sur leurs conditions de travail et sur les services aux lecteurs et lectrices.

Pour faire aboutir nos revendications, nous avons besoin de votre soutien, en particulier financier, afin de tenir et de pouvoir mettre en place la solidarité collective pour les agents et agentes ayant des bas salaires.
Cette lutte est notamment soutenue activement, par la section SUD-Culture de la Bnf, mais chacun-e peut faire un geste :
♦ **En participant à la caisse de grève** en ligne : https://www.leetchi.com/c/grevistes-bnf
♦ **En écrivant à Laurence Engel** la présidente de la bnf pour manifester votre soutien (laurence.engel@bnf.fr)
♦ **En en parlant autour de vous**
♦ **En passant nous soutenir** lorsque nous organisons des piquets de grève

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites-